

International Review of Community Development Revue internationale d'action communautaire



La vie associative et les cultures populaires : idéologie ou renouveau ?

Associative Life and Popular Culture: Ideology or a Fresh Start?

La vida asociativa y las culturas populares: ¿Ideología o renovación?

Guy Saëz

Numéro 2 (42), automne 1979

Éducation populaire, culture et pouvoir

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1034853ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1034853ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (imprimé)

2369-6400 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Saëz, G. (1979). La vie associative et les cultures populaires : idéologie ou renouveau ? *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (2), 65–70.
<https://doi.org/10.7202/1034853ar>

Résumé de l'article

Le « renouveau » associatif est lié en France à un discours sur la « perte de sens », la crise des valeurs. La politique d'action culturelle a été marquée par cette crise : dans un monde sans âme, seule la culture « supplément d'âme » permettait de survivre. Ces idées ont guidé les politiques culturelles jusqu'à une période récente. Pourquoi accorde-t-on aujourd'hui une si grande place à la « vie associative » et aux « cultures populaires » comme fondements de nouvelles politiques ?

L'association semble répondre à toutes les attentes dont ne peuvent se charger des institutions politiques classiques trop massives et complexes. Mais célébrer les associations c'est mettre un terme aux politiques consistant à couvrir le territoire d'équipements culturels trop coûteux et aussi trouver dans une population de nouvelles ressources de sociabilité, appuyées davantage sur la vie communautaire au plan local.

L'insistance sur les phénomènes de normalisation et de quadrillage social qu'installent les politiques socio-culturelles ont entraîné un intérêt accru pour les « résistances » à ce nouvel ordre, et donc pour les « cultures populaires ». Ainsi le combat de l'après-guerre pour l'Éducation populaire s'est-il transformé en volonté de sauvegarder les cultures populaires.

Comment les animateurs culturels vont-ils pouvoir revivifier ces « cultures populaires » dont ils affirment la spécificité et les prendre pour objet d'une politique culturelle ?

La vie associative et les cultures populaires : idéologie ou renouveau ?

G. Saëz

L'adoption de politiques culturelles à l'échelle de la nation a posé en France le problème des structures juridiques chargées de gérer les institutions mises en place par ces politiques. En élisant, parmi d'autres possibles, la formule de l'association selon la loi de 1901, les pouvoirs publics ont redonné un indéniable prestige à la vie associative. Dans le domaine culturel, les associations ne sont pas seulement le principal partenaire privé des pouvoirs publics, mais un interlocuteur privilégié et une force sociale dont les intérêts ne sont pas assimilables directement à ceux des gouvernants. Les associations ont pour tâche de gérer le domaine culturel, d'y promouvoir des initiatives, d'encourager la participation des citoyens. Derrière cette orientation officielle qui mobilise un grand nombre d'énergies peut-on voir se profiler quelques questions fondamentales auxquelles nos sociétés sont confrontées ?

Le "renouveau" associatif est lié en France à un discours de plus en plus insistant sur la "perte de sens". On entend dire partout qu'il y a une crise des valeurs, une crise de civilisation : s'évanouissent les références les plus sûres, disparaissent les repères. On se souvient que les débuts de la politique d'action culturelle sous Malraux avaient été marqués par ce sentiment d'une perte de sens. Seule la culture pouvait prétendre être une valeur refuge.

Dans un monde sans âme, seule la culture "supplément d'âme" permettait de survivre. Quelles que soient les nuances, les aménagements

apportés ici ou là à ces idées, elles ont guidé les politiques culturelles. Leur existence est incompréhensible si on ne la réfère pas à ce désir de sauver et de donner du sens à un monde qui part en lambeaux. Dernier avatar de ce discours ou bien rupture ? Pourquoi accorde-t-on une si grande place aujourd'hui à la "vie associative" et aux "cultures populaires" comme fondements nouveaux des politiques et des pratiques d'animation culturelle ? ¹.

La vie associative ou "Small is beautiful"

S'agissant des bienfaits de la vie associative, l'unanimité des divers courants de la vie politique et culturelle française est frappante. Le gouvernement mène d'ailleurs l'offensive et semble passer pour le champion de l'indépendance des associations. S'il rappelle que les institutions politiques classiques sont utiles, d'une utilité fonctionnelle en quelque sorte, il constate que de nombreux citoyens les ressentent comme étrangères. Leur complexité décourage. Lointaines et peu familières, elles sont abandonnées aux "professionnels".

L'association répond seule à toutes les attentes de vie quotidienne dont ne peuvent se charger des institutions politiques classiques trop massives et complexes. Faire émerger des points de vue oubliés, sectoriels, peu "globalisables" et en même temps regrouper les individus dans des trames de chaleur humaine : deux caractéristiques que seule la vie associative peut réunir. Aussi n'est-il pas

surprenant de lire dans tous les rapports officiels, dans les propositions de loi des partis, dans les professions de foi qui se multiplient à ce sujet, la nécessité de développer la vie associative.

Une première explication de cet engouement soudain pour la vie associative s'impose quand on examine les recommandations des organismes officiels — le Plan par exemple — en matière de développement culturel. Célébrer les associations c'est d'une certaine manière mettre un coup d'arrêt aux politiques consistant à couvrir le territoire d'équipements culturels. Ce coup d'arrêt a été bien préparé par de multiples constats d'échec dressés aussi bien par les professionnels, les responsables politiques et les chercheurs ².

Des équipements aux associations le passage s'est fait, en douceur. Les programmations coûteuses, les opérations de prestige, plus intimidantes qu'attrayantes, dont le fonctionnement par la suite grève le budget communal, ne verront plus le jour. Les maires pourraient avoir à se plaindre de telles décisions car s'il est vrai qu'aucun équipement socio-culturel n'a été construit sans contestation, la contestation du moins se portait sur un signe visible de la politique et des projets municipaux. S'il est vrai aussi que des maires sont tombés sur le dossier d'une maison de la culture, d'un hyper-centre social ou d'un stade, c'est que ces dossiers agitaient assez de passions pour que des habitants, même peu concernés, adhèrent à ces querelles. En ce domaine comme dans d'autres, la crise oblige à "redéployer". Il n'y a pas, en effet, un total abandon des politiques d'équipements, mais un "redéploiement" et une orientation nouvelle donnée à leur fonctionnement. Il ne s'agit plus d'élever le niveau culturel, de donner à voir ou à penser, d'animer à partir de produits culturels mais de trouver dans une population des ressources de sociabilité qui pourraient s'inscrire dans les équipements existants.

Le goût des pouvoirs publics pour les associations ne se comprend que par référence à la fonction sociale supposée de la vie associative : les associations font fonctionner les équipements en faisant émerger des élites. C'est dans certaines villes une règle absolue que la dévolution de la gestion des institutions socio-culturelles aux associations. Mais loin de se contredire, équipements et asso-

ciations s'épaulent. Même quand une association a un objet très précis, apparemment sans rapport avec les activités offertes par l'équipement, il est bien rare qu'elle n'entre pas à un moment ou à un autre dans sa périphérie, établissant ainsi un lien qui, s'ajoutant aux autres, définit l'animation de l'espace, c'est-à-dire l'espace lui-même.

C'est faute d'avoir décelé cette caractéristique pourtant flagrante des politiques socio-culturelles que certains commentateurs ont cru voir une rupture dans les récentes décisions gouvernementales. De fait, les ressources utilisables sont aujourd'hui employées... à équiper suffisamment l'espace urbain, mais en équipements intermédiaires pourrait-on dire : salles polyvalentes, locaux adaptables, banalisés, peu sophistiqués. Ici également le fameux slogan "Small is beautiful" est respecté. Modestie et petitesse sont des critères que les urbanistes s'empressent de traduire dans leurs plans.

D'une manière générale, ce qui était recherche d'une fonction symbolique, manifestation de puissance, promesse du beau est volontairement gommé au profit de moindres connotations. Les équipements sont conçus comme de simples supports matériels, des cadres neutres qu'utilise des associations locales pour les actes de leur vie. Une redistribution des pôles sociaux de l'espace s'esquisse : l'attitude volontariste qui consistait à tout drainer vers un équipement socio-culturel central, à y imposer des produits culturels, perd de son attrait. Les urbanistes souhaitent un espace multipolaire où les relations sociales s'affirmeraient sans contrainte. L'espace urbain doit maintenant refléter la diversité et la fluidité de la vie associative, peu visible mais bien solide et accordée aux caractéristiques morphologiques et culturelles de chaque groupe social.

Fin du quadrillage de l'espace par des équipements ? Certes, au découpage en entités fixes et abstraites s'oppose aujourd'hui la souplesse du réseau associatif, la permanence de relations sociales diffuses qu'on ne cherche pas à capter autoritairement mais à préserver et à encourager dans la mesure où elles "font sens".

La seconde explication qui vient à l'esprit est moins directement liée aux aléas financiers du gouvernement. Il s'agit en fait de développer un

modèle des relations sociales appuyé sur la vie communautaire au plan local. L'association permet une institutionnalisation minimum de cette vie communautaire; une politique culturelle adaptée branche cette vie communautaire vers la recherche de racines, d'identité, d'affirmation de soi. Ainsi conçue l'association provoque une sorte d'entraînement à la vie sociale tout en saisissant les citoyens dans des dynamiques précises : citoyen/habitat, citoyen/consommation, citoyen/loisir. La vie associative, tout en empêchant que ces dynamiques ne soient pas entièrement régies par des normes commerciales, devient lieu d'expériences et d'innovations. Ultime recours contre la "perte du sens" l'effervescence actuelle autour de la vie associative modifie également le statut du Politique et de l'État.

Le retour à la communauté s'assortit de quelques changements notables dans la représentation d'eux-mêmes qu'ont les groupes sociaux de même que dans la représentation du social que se font les gouvernants. Il est aujourd'hui banal de dire que la recherche de la paix sociale se caractérise par une stratégie d'évitement des conflits. Pourtant la forme politico-sociale de cette stratégie donne plus d'insistance au sentiment de vacuité. On a dit plus haut que dans leur phase initiale la politique sociale, les équipements se justifiaient encore par le "supplément d'âme" de Malraux ou par l'"humanisation de la croissance" giscardienne. Il subsistait du sens dans ces formules. Celle qui s'écrit au fronton des décisions aujourd'hui réalise le vide. En effet, la population dans sa majorité n'est même plus à humaniser par la culture, mais à sécuriser socialement, à indemniser en quelque sorte. Un État dont toute l'armature bureaucratique est vouée à indemniser les victimes de la croissance, selon des indices précis, en raffinant sans cesse l'appréhension qu'il a des individus, tourne un peu à vide. L'image qu'il renvoie de lui-même diminue d'intensité, puis s'estompe complètement.

Le renouveau des cultures populaires

Beaucoup d'animateurs culturels et de sociologues ont insisté sur les phénomènes de norma-

lisation et de quadrillage social qu'installent les politiques socio-culturelles. De même, ils ont fait un lieu commun de l'idée selon laquelle l'action culturelle a pour fonction de diffuser l'idéologie dominante dans des appareils d'État. Cette pensée, dans ses grandes lignes, est trop connue pour que je m'y attarde ici³. J'en retiendrai seulement deux conséquences : elle a eu, d'abord, un effet dévastateur installant le doute partout, même chez ceux dont les convictions semblaient solides; elle a produit en retour une réaction qui a conduit certains à privilégier les échecs de l'inculcation et de l'idéologisation et à mettre en valeur des résistances aux projets étatiques bourgeois. On traitera plutôt de ce dernier aspect car il propose une phase nouvelle de l'animation : fonder la politique de l'animation sur les "Cultures populaires".

La métaphore militaire qu'utilisent si spontanément ceux qui parlent de l'animation — le "quadrillage", la notion même d'"équipement" et jusqu'à ce "combat culturel" notions qui évoquent irrésistiblement la discipline du peloton — s'offre bien à la méditation. Si on veut montrer aujourd'hui qu'il y a une Résistance, c'est que l'on pense tout de même qu'il y a une Occupation. La métaphore militaire nous ramène aux sources. C'est bien de la Résistance puis de la Libération qui a suivi que sont nées en France les principales idées sur le nécessaire établissement d'une Éducation populaire. Puis, peu à peu cette référence s'est émoussée, elle a perdu son attrait, sa "force mobilisatrice" au profit de vocables plus "modernes" : animation socio-culturelle, développement culturel, action culturelle.

Les mots ne sont jamais innocents, aussi ces termes ne signalent-ils pas seulement l'aspect moderne du discours, ils montrent surtout que les associations traditionnelles, les "Mouvements d'éducation populaire", ont perdu l'initiative, qu'ils n'ont plus le monopole du peuple. Le projet historique d'"aller au peuple" et de l'éclairer sur sa condition grâce à la culture, à une culture indiscutée, semble s'être retourné contre ses auteurs. Les militants culturels se retrouvent un peu surpris peut-être, à la tête de vastes institutions qu'il faut bien gérer, responsables de municipalité qu'il faut bien administrer. Devenus notables, leurs ardeurs se sont attiédies.

S'ouvre alors l'ère des fonctionnaires chargés de planifier le développement culturel, de songer à la place qu'il doit occuper dans tous les projets politiques. Beaucoup de militants des associations ont souvent, et longtemps, répugné à prononcer les termes d'animation ou d'action culturelle qui sanctionnent trop, à leur yeux, leur dépossession. Aussi les lexiques internes de quelques grandes associations nées de la Résistance dérivent-ils encore de l'Éducation populaire des années fastes alors même que tout a été modifié.

La Résistance se nomme aujourd'hui "Cultures populaires". Le combat pour l'Éducation populaire s'est transformé en volonté de sauvegarder les cultures populaires. Parenté des mots, retour aux sources qui abandonne pourtant l'Éducation aux cultures pour mieux conserver leur commune visée "populaire". Certes, la communauté socio-culturelle ne marche pas encore tout entière derrière ce nouveau fanion, mais il s'agit d'une pointe avancée, de voies ouvertes. L'approche même du phénomène culturel passant d'une "Éducation" majuscule et sûre d'elle-même aux cultures plus différenciées, aux contours moins précis indique tout le chemin parcouru. S'il ne faut pas sous-estimer les différences qu'il y a entre Éducation populaire et cultures populaires, on ne peut tout de même nier qu'il s'agit de notions dans lesquelles se reconnaît la communauté socio-culturelle, de normes qui fondent son action et organisent ses présentations.

Ce chemin parcouru montre aussi la vigueur de la pénétration de concepts et méthodes élaborés principalement hors de la sociologie. La culture populaire n'est pas une notion sociologique alors que paradoxalement "popular culture" sa traduction anglaise littérale, est utilisée comme notion sociologique dans certaines études américaines pour désigner par exemple des pratiques musicales dérivées de la tradition du jazz, la littérature des bandes dessinées etc.

Les sociologues, et à leur suite les animateurs culturels, entendent la notion de culture populaire dans un sens dérivé des conceptions d'un anthropologue comme C. Levi-Strauss⁴. Cette approche de la culture est fondée sur des résistances, non plus des résistances à des conditions naturelles d'existence mais aux idéologies dominantes. Cette

culture populaire vivante serait observable par le chercheur quand il emprunte ses méthodes à l'ethnologue. Fascination très grande, qui se comprend dès lors qu'un nombre important de conduites, de représentations, de récits, qui font la vie quotidienne, échappaient au regard du sociologue et à l'action de l'animateur.

On ne serait pas complet si on ne mentionnait à côté du rôle des ethnologues celui des historiens⁵. Dans la formation du thème de la résistance des cultures populaires, un historien comme Michel de Certeau a pris une part prépondérante. Faisant converger les deux approches, Michel de Certeau, à contre pied de la vogue foucauldienne, insiste sur les "manières de faire", les arts du quotidien, et surtout sur les résidus de cultures anciennes enfouis, sédimentés, mais toujours potentiellement actifs.

L'étude de la sorcellerie est un des meilleurs révélateurs de l'existence des cultures populaires, de leur résistance, si l'on songe que la sorcellerie fut longtemps combattue avec acharnement. C'est d'ailleurs l'étude de la sorcellerie qui permet à M. de Certeau d'établir la problématique "des manières de faire". C'est encore la sorcellerie qui donne naissance à une nouvelle manière de faire de la sociologie. Le livre de J. Favret-Saada⁶ établit la possibilité d'une connaissance profonde de la culture populaire qui emprunte de nouvelles voies et réagit sur le chercheur, le mobilise tout entier, le transforme profondément.

Convergence entre la culture des anthropologues et la culture populaire des historiens, le nouveau thème des cultures populaires tente de remédier aux excès dogmatiques et aux lacunes méthodologiques par ce double emprunt fasciné.

Les oeuvres culturelles "traditionnelles" font l'objet d'actions spécifiques : aide à la création, diffusion, animation. Elles valent surtout par le partage, la communion esthétique, la reconnaissance d'un patrimoine jamais clos. Les cultures populaires sont rétives à toutes ces manipulations. Elles sont d'abord résistance, c'est-à-dire intériorité, en tant qu'elles affirment une identité menacée. Elles ne peuvent être approchées qu'avec des méthodes et des dispositifs particuliers qui interdisent la communication sociale. Elles sont ensuite l'attribut de communautés en voie de dispa-

rition, des résidus épars, c'est-à-dire altérité. Celui qui fait l'expérience du contact avec ces cultures n'est pas originellement immergé en elles : dès qu'il en rend l'existence patente, elles prennent valeur de différence, voire d'exotisme. La seule attitude possible envers ces cultures est celle de l'ethnologue isolé qui apprend et transcrit au cours d'une expérience au caractère initiatique indubitable. Ceux qui travaillent comme chercheurs sur des "cultures populaires" ne peuvent concevoir qu'il y ait des "animateurs de culture populaire". C'est ainsi qu'elles offrent cette particularité logique inédite : elles interdisent logiquement qu'on les prenne comme objet d'une politique culturelle.

Pourtant cette logique risque de ne pas être respectée. Les déboires passés de l'action culturelle qui devraient inciter à la prudence pèsent peu devant la nécessité où sont placés les animateurs d'animer, les décideurs de décider : l'impératif de l'action ne s'embarrasse pas toujours de précaution théorique. En effet, là où les chercheurs se réfugient derrière leur fonction sociale qui ne leur fait pas obligation d'inventer des pratiques nouvelles, mais seulement d'en découvrir le sens, les animateurs éprouvent jusqu'à la nausée cette obligation de participer aux changements sociaux. Le thème des "cultures populaires" ré-arrange quelques éléments de pratiques anciennes et contestées autour d'un discours nouveau.

Le rapport d'un groupe social à sa "culture" n'a pas en effet toujours une grande visibilité. Pourquoi les animateurs ne se donneraient-ils pas la tâche de le rendre plus visible, plus conscient ? La société tout entière en re-connaîtrait la valeur, et le groupe social lui-même, connaissant mieux sa culture, en concevrait une nouvelle foi en lui-même, une nouvelle dignité. Double mouvement donc qui fonde en ses deux phases l'utilité sociale de l'animation et en définit la fonction. La place de l'animateur dans la société est désormais celle d'un médiateur-accoucheur : il fait le lien entre des richesses souterraines et refoulées qu'il exhume et le groupe qui en est détenteur d'une part, d'autre part il relie ce groupe et sa culture aux autres groupes et aux autres cultures. Sa position d'intermédiaire le fait participer de modes de vie, de cultures plurielles dont il est en même temps le

réceptacle et le dépositaire. L'animateur abandonne les vieilles lunes qu'il avait désirées auparavant, en voyant mieux toute leur vanité. Comment croire qu'il peut s'adresser à d'autres au nom de ses propres valeurs et plier leurs consciences par ses artifices d'animateur ? Toutes les formes esthétiques, tous les messages qu'il devait transmettre, apprendre à aimer, ne les aimant lui-même qu'à moitié, rendaient plus éclatante l'incongruité du projet. Pourquoi aiguïser la sensibilité des ruraux, d'ouvriers, d'immigrés aux oeuvres de l'esprit bourgeois alors que leurs propres représentations, leurs manières de faire et jusqu'à leurs préjugés recèlent une incomparable richesse ?

L'abandon de quelques illusions vieilles pour la promesse d'une action plus adéquate avec la réalité culturelle des groupes sociaux bouleverse les données du débat sur les politiques culturelles. Au fond, on n'exige plus de l'animateur qu'il produise du sens puisque ce sens est déjà produit, il existe à l'état de latence dans les groupes sociaux. Il suffit de le faire émerger. Abolir les entraves des imaginaires populaires, cela donne de la dignité à ce qui se libère et au libérateur. Une nouvelle définition de l'animation culturelle s'esquisse, concise, modeste et efficace : mettre à jour (aider à) le sens déjà contenu dans les représentations et les manières de faire des groupes sociaux.

S'il en était ainsi, les animateurs cesseraient d'usurper la place de ceux au nom desquels ils parlent, s'effaceraient derrière leur parole et ne contribueraient qu'à la rendre possible. Affirmer la neutralité de l'animation, de la politique culturelle dans le processus de création des valeurs, c'est donner à la démarche un caractère "scientifique" que les faits démentent chaque jour, mais dont l'attrait est plus irrésistible que la puissance des faits.

La territorialité du projet politique/culturel

Les deux thématiques de l'association et des cultures populaires ont partie liée. Elles exigent toutes deux des politiques différenciées qui rompent avec l'habitude centralisatrice et unificatrice d'imposer une culture commune à tout le

territoire national. Elles ne se déploient avec aisance qu'au sein de petites unités spatiales. L'aide que les pouvoirs publics apportent aux associations est d'autant plus franche que ces associations sont limitées, bien circonscrites dans leur objet et leur territoire. De même, la reconnaissance des spécificités des cultures populaires est en rapport étroit avec les anciens terroirs ou bien avec des localisations précises de groupes sociaux allogènes. Aussi, si ces deux thématiques ont bien partie liée, appellent-elles une troisième qui achève de leur donner consistance et leur assure un ancrage spatial. Cette troisième thématique est celle du territoire. Un des inspirateurs de l'"Écomusée" du Creusot écrivait : "c'est un miroir où cette population se regarde pour s'y reconnaître, où elle cherche l'explication du territoire auquel elle est attachée, jointe à celle des populations qui l'y ont précédée dans la continuité ou la discontinuité des générations"⁷. Cette formule programmatique illustre bien les tendances actuelles.

Les identités menacées par un capitalisme équarisseur se replient, comme frileusement, vers des cadres spatiaux où elles continuent d'exister avec l'aide de l'État, à l'abri des vastes mouvements du monde.

La fausse simplicité de cette idéologie fondée sur la reconnaissance des communautés dessine une bien étrange politique.

Tout d'abord, l'État moderne dans sa fonction de donneur de sens ne s'est pas élaboré en magnifiant les communautés mais plutôt en les niant. Dans ces aspects progressistes, l'idée d'État combat justement pour la liberté par le dégagement des contraintes communautaires. Sauf à considérer

que c'est pour mieux capter l'effusion communautaire dans l'idée d'État-Nation qu'ils ont utilisé ce thème, on s'aperçoit que les tenants de l'État sont plutôt des destructeurs de communautés.

Se faire le garant des identités menacées et, par une politique de l'espace culturel, mettre en place les procédures de survie du sens, voilà un projet politique qui est tout autant modalité de gestion sociale.

La référence au territoire et à la culture (comme dans un registre voisin la référence à la nature) cherche à retrouver ce sens du social dont la perte affole la société. La vie associative comme effusion communautaire et les cultures populaires comme vérité d'un groupe social convergent pour amorcer l'unité d'un territoire. Des micro-sociétés homogènes, auto-régulées par des références identiques, se débarrassent des insolubles contradictions de la société réelle. Ce désir de territorialité d'autant plus exarcebé qu'il affronte des processus transnationaux de négation des identités sociales se caractérise par la recherche des structures spatiales les plus adéquates pour les politiques culturelles. Aussi celles-ci donnent-elles toujours le contrepoint du modelage/remodelage des territoires, de la distribution des hommes dans l'espace.

Guy Saëz
CERAT Grenoble

(Cet article reprend avec quelques modifications le texte d'une communication au "Symposium de Burgos", 3-7 juillet 1979)

NOTES :

¹ Cet article s'inspire des travaux et réflexions menées au C.E.R.A.T. par une équipe formée de F. d'ARCY, C. GILBERT et G. SAEZ.

² Des textes aussi dissemblables que ceux des Commissions du VIIème Plan, et ceux des chercheurs du CERFI par exemple ont sur ce point des opinions très proches.

³ ION, J., ROUX, A.N., *L'appareil d'action culturelle*. Paris, Editions Universitaires, 1974.

⁴ Voir G. POIJOL, R. LABOURIE (sous la direction de), *Les cultures populaires*. Toulouse, Privat, 1979.

⁵ Voir MANDROU, R. *De la culture populaire au XVII et XVIII ème siècles*, Paris, Stock, 1964.

⁶ FAVRET-SAADA, J. *Les mots, la mort, les sorts, la sorcellerie dans le bocage*, Paris, Gallimard, 1977.

⁷ RIVIERE, G.H., *Le territoire de l'Homme, Les nouvelles Littéraires*, juillet 1976.